C3

N° 11-002F au catalogue (English 11-002E) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
MAY 14 1999
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 14 mai 1999

APERÇU

- **Forte augmentation du nombre de chercheurs d'emplois**

  Bien que le nombre d'emplois ait peu varié en avril, une recrudescence de l'activité sur le marché du travail a contribué à une forte hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi. Cela a fait grimper le taux de chômage à 8,3 %.

- **Montée en flèche de la valeur des permis de construction**

  La valeur des permis de construction a bondi de 18,7 % en mars, pour s'établir 3,1 milliards de dollars, son niveau le plus élevé depuis mars 1990. Tant le secteur résidentiel que le secteur non résidentiel ont contribué à la hausse.

- **Perspectives de production : les fabricants sont optimistes**

  Près d'un tiers des fabricants ont l'intention d'accroître leur production au cours des trois prochains mois, en particulier ceux du secteur du matériel de transport.

- **Deuxième baisse d'affilée des ventes des grands magasins**

  En mars, les ventes des grands magasins ont diminué pour un deuxième mois consécutif, fléchissant de 0,6 % par rapport à février.

- **Les diplômés de 1995 sont entrés sur le marché du travail à un bon moment**

  Deux ans après l'obtention du diplôme, le taux de chômage était plus bas et moins sujet aux variations chez les diplômés de 1995 ayant un niveau de scolarité élevé.

- **An 2000 : les municipalités s'attendent à être prêtes**

  Dans la majorité des municipalités, les services de police et les services ambulanciers ont pris des mesures pour adapter leurs systèmes critiques au passage à l'an 2000. De même, les systèmes critiques essentiels aux services d'approvisionnement en eau et aux services d'égouts devraient être prêts.

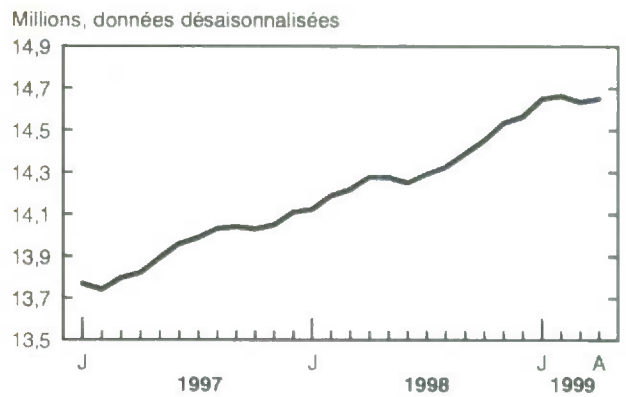
Forte augmentation du nombre de chercheurs d'emplois

Le nombre d'emplois s'est stabilisé depuis janvier et est demeuré inchangé en avril. Une forte hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, particulièrement chez les jeunes, a fait monter le taux de chômage d'un demi-point de pourcentage, pour le porter à 8,3 %. Cette recrudescence de l'activité sur le marché du travail a fait passer le taux d'activité à 66,0 %, le pourcentage le plus élevé depuis juin 1993.

Chez les jeunes, le nombre d'emplois a peu varié en avril. Cependant, leur taux de chômage a grimpé à 15,7 %, en hausse de 1,4 point de pourcentage. Une hausse de 42 000 jeunes chômeurs, répartie presque également entre les adolescents et les jeunes plus âgés, est survenue lorsqu'un grand nombre d'étudiants ont commencé à chercher du travail. Le taux d'activité chez les jeunes affiche une tendance à la hausse depuis juin 1998, ayant augmenté de 3 points de pourcentage pour atteindre 64,1 %.

Pour un deuxième mois d'affilée, le nombre d'emplois est demeuré presque inchangé chez les adultes. Durant la période de huit mois antérieure à mars, le nombre d'adultes occupés avait connu une hausse marquée et la totalité de l'augmentation avait eu lieu dans le travail à temps plein. Le chômage chez les adultes s'est

Emploi



(suite à la page 2)

Available also on the StatCan INTERNET and the INTRANET mirror site / Disponible aussi sur le site INTERNET et INTRANET (réplique) de StatCan

... Forte augmentation du nombre de chercheurs d'emplois

aeeru en raison d'une intensification de l'aetivité sur le marehé du travail : environ 39 000 adultes de plus étaient à la reeherehe d'un emploi en avril, nombre presque également réparti entre les hommes et les femmes. En conséquenee, le taux de chômage a augmenté pour atteindre 6,9 % (+ 0,2 point) chez les hommes et 6,8 % (+ 0,3 point) chez les femmes.

Le nombre de travailleurs à temps plein a eontinué de progresser en avril, en hausse de 29 000. Par rapport à il y a un an, l'emploi à temps plein s'est aeeru de 3,5 %, tandis que l'emploi à temps partiel a diminué de 1,2 %. La proportion d'emplois à temps partiel a par eonséquent déeliné au eours de eette période, passant de 18,8 % à 18,1 %.

Dans le seeteur des services, le nombre de personnes occupées a augmenté de 39 000 en avril, prineipalement dans l'hébergement et la restauration ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale. Ces hausses ont été amoindries par un recul de 24 000 travailleurs dans le seeteur de la produetion de biens. Le nombre d'emplois dans la construetion a légèrement diminué au eours des derniers mois après avoir eonnu une forte eroissanee en 1998. Dans la fabrieation, 80 000 emplois se sont ajoutés en avril par rapport au début de l'année.

Dans le secteur publie, l'emploi s'est aeeru de 39 000 en avril, tandis qu'il a légèrement fléchi de 24 000 dans le secteur privé. Au eours des 12 derniers mois, le nombre d'emplois dans le seeteur public a progressé de 105 000 (+ 4,1 %), alors qu'il a augmenté de 267 000 (+ 2,3 %) dans le secteur privé. La croissanee de l'emploi du seeteur publie s'est produite surtout dans les soins de santé et l'assistanee soeiale ainsi que dans l'enseignement.

Parmi les provinees, une hausse de l'aetivité sur le marehé du travail en avril a entraîné une augmentation du taux de ehômage en Ontario et au Québee. Cette activité aeerue a fait augmenter le nombre de ehômeurs de 52 000 en Ontario, les jeunes représentant la moitié de cette croissance du chômage; au Québec, elle a entraîné une hausse du nombre de ehômeurs de 21 000. En Ontario, la forte eroissance des six mois préeédant mars laisse le nombre d'emplois en hausse de 172 000 (+ 3,1 %) par rapport à avril 1998. Au Québec par contre, le nombre d'emplois s'est aeeru de 58 000 (+ 1,8 %) au eours de la dernière année.

L'Alberta a enregistré une eroissance de 9 000 emplois en avril, poursuivant sa tendance à la hausse. Malgré une baisse du seeteur des ressourees naturelles dans la province, l'emploi a progressé de 39 000 (+ 2,5 %) au eours des 12 derniers mois. Pendant eette période, plusieurs branehes du secteur des serviees ainsi que les seeteurs de la fabrication et de la construction ont eonnu une progression à cet égard. En avril, le taux de ehômage en Alberta est demeuré à 5,9 %.

Le nombre de personnes qui avaient un emploi ou une entreprise en Colombie-Britannique a ehuté de 12 000 en avril. Dans eette provinee, l'emploi a connu une eroissance durant la majeure partie de 1998 et au début de 1999, avant de fléehir en mars et en avril. Comparativement à il y a un an, une baisse du nombre d'emplois dans la construetion et dans les ressourees naturelles a été plus que eompensée par un accroissement dans le seeteur des serviees, de sorte que le nombre d'emplois a augmenté de 58 000 (+ 3,1 %).

En Nouvelle-Écosse, 8 000 emplois se sont ajoutés en avril, notamment dans le secteur de la construetion et dans quelques branches du secteur des services. L'emploi et le ehômage ont peu varié dans les autres provinees.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Le résumé ***Information population active*** *(71-001-PPB, 11 $ /103 $), pour la semaine se terminant le 17 avril 1999, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Nathalie Caron au (613) 951-4168, Division des enquêtes-ménages.* *(Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)*

Enquête sur la population active[1], avril 1999
Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	**15 973,5**	**0,6**	**14 650,1**	**0,1**	**1 323,4**	**8,3**
Terre-Neuve	249,2	0,1	203,0	– 0,9	46,2	18,5
Île-du-Prince-Édouard	73,8	1,0	62,9	1,1	10,9	14,8
Nouvelle-Écosse	458,9	0,8	416,5	2,0	42,4	9,2
Nouveau-Brunswick	376,8	0,5	337,1	0,4	39,7	10,5
Québec	3 761,9	0,9	3 371,6	0,4	390,3	10,4
Ontario	6 206,0	0,7	5 760,1	– 0,1	445,9	7,2
Manitoba	587,9	0,6	554,9	0,4	33,0	5,6
Saskatchewan	513,7	0,7	480,7	0,6	33,0	6,4
Alberta	1 655,8	0,6	1 557,6	0,5	98,2	5,9
Colombie-Britannique	2 089,5	– 0,2	1 905,7	– 0,6	183,9	8,8

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Montée en flèche de la valeur des permis de construction

En mars, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a connu une hausse de 18,7 %, atteignant 3,1 milliards de dollars, son niveau mensuel le plus élevé depuis mars 1990. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont tous deux fortement contribué à l'augmentation. (Sauf avis contraire, les données sont désaisonnalisées.)

Dans le secteur résidentiel, la valeur des projets de construction a augmenté de 11,4 % en mars, s'élevant à 1,6 milliard de dollars. Cette croissance est attribuable à une hausse marquée des projets de logements multifamiliaux (+ 58,2 %), dont la valeur s'est établie à 567 millions de dollars, son plus haut niveau depuis janvier 1990. Ce bond a plus que compensé la diminution des projets dans le secteur unifamilial, dont la valeur des permis a reculé de 3,6 % pour descendre à 1,1 milliard de dollars. Il s'agit de la deuxième baisse mensuelle au cours des trois derniers mois.

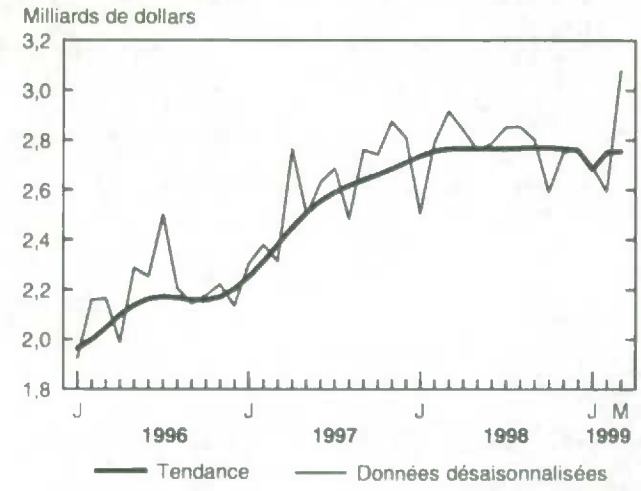
En mars, il y a eu une augmentation de 2,7 % des mises en chantier et une deuxième hausse mensuelle (+ 5,4 %) des ventes de maisons existantes, laquelle fait suite à une augmentation record en février. Tous les facteurs influant sur les perspectives dans le secteur de l'habitation restent favorables dans un proche avenir. Les taux hypothécaires à long terme sont demeurés comparables aux taux des années 1960, l'Indice des prix des logements neufs a bougé à peine de janvier à mars (+ 0,2 %) et l'emploi à plein temps dans le groupe d'âge des 25 à 44 ans est resté stable.

À l'échelle provinciale, les hausses les plus importantes en mars, en termes de variation en dollars, se sont produites en Ontario et en Colombie-Britannique, où la construction de logements multifamiliaux a mené la hausse, puis à Terre-Neuve, où les projets unifamiliaux a contribué fortement à l'augmentation. La baisse la plus prononcée a eu lieu au Québec, surtout en raison d'une diminution des projets de logements unifamiliaux.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de construction a bondi de 28,1 % en mars, pour se chiffrer à 1,4 milliard de dollars, un sommet depuis juin 1990. Cette forte progression fait suite à une baisse en février. Grâce aux projets de bâtiments pour les services sociaux et les services médicaux, la composante institutionnelle a grimpé de 50,6 % pour atteindre 347 millions de dollars, son niveau le plus élevé depuis septembre 1997. La composante commerciale a augmenté de 16,6 %, pour se fixer à 706 millions de dollars, après deux baisses d'affilée. Des projets de construction de bureaux, d'entrepôts et d'installations de loisirs ont contribué à cette croissance. Du côté de la composante industrielle, la valeur des permis s'est accrue 34,5 % pour totaliser 387 millions de dollars, vu les permis délivrés pour la construction d'usines.

Parmi les provinces, l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique ont enregistré les plus fortes hausses mensuelles en termes de variation en dollars. En Colombie-Britannique, les trois composantes ont eu une incidence sur l'augmentation, tandis qu'en Ontario, c'est la composante commerciale qui a eu le plus d'impact. Au Québec, les composantes industrielle et institutionnelle ont toutes deux contribué à la hausse. En revanche, la baisse la plus marquée est survenue en Nouvelle-Écosse, où les projets de construction non résidentielle ont dégringolé.

Valeur des permis de construction



Pour ce qui est des données du premier trimestre de 1999, les municipalités ont délivré pour 8,4 milliards de dollars de permis de construction, un chiffre en hausse de 3,2 % par rapport au trimestre précédent. Les projets de construction résidentielle ont diminué de 0,6 % pour s'établir à 4,6 milliards de dollars, en raison du recul de la valeur des permis de logements unifamiliaux. Malgré la baisse, il s'agit du niveau le plus élevé pour un premier trimestre depuis 1990. Par rapport au premier trimestre de 1998, les permis de construction résidentielle ont progressé de 2,1 %, hausse qui correspond aux attentes relatives à l'augmentation des investissements dans l'habitation, selon l'enquête la plus récente de Statistique Canada sur les investissements privés et publics.

Après une baisse marquée au quatrième trimestre de 1998, les projets de construction non résidentielle se sont accrus de 8,1 % au premier trimestre de 1999, pour atteindre 3,8 milliards de dollars. Cela constitue la meilleure performance d'un premier trimestre depuis 1990. Les augmentations des composantes industrielle et institutionnelle ont plus que compensé le léger recul de la composante commerciale. Comparativement aux trois premiers mois de 1998, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a augmenté de 1,7 %. Cette situation correspond à une hausse anticipée de 6 % de la construction non résidentielle en 1999.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mars 1999 de ***Permis de bâtir*** *(64-001-XIB, 19 $ / 186 $) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements analytiques, communiquez avec Ginette Gervais au (613) 951-2025 (courriel : gervgin@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

(suite à la page 4)

... Montée en flèche de la valeur des permis de construction

Permis de construction[1], premier trimestre de 1999
Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %
Canada	**8 362,0**	**3,2**	**4 556,2**	**– 0,6**	**3 805,8**	**8,1**
Terre-Neuve	108,5	36,3	54,8	83,2	53,8	8,1
Île-du-Prince-Édouard	22,7	– 24,8	15,7	2,7	7,0	– 52,9
Nouvelle-Écosse	203,9	10,0	125,0	17,1	78,9	0,3
Nouveau-Brunswick	97,7	– 14,9	65,6	12,5	32,1	– 43,1
Québec	1 681,4	15,5	797,3	4,4	884,0	27,7
Ontario	3 786,2	8,5	2 083,9	– 3,6	1 702,3	28,3
Manitoba	209,0	0,9	94,0	– 1,0	115,0	2,6
Saskatchewan	130,6	– 33,8	46,1	– 30,1	84,5	– 35,7
Alberta	1 189,0	– 8,9	705,7	0,4	483,3	– 19,7
Colombie-Britannique	902,9	– 11,1	555,3	– 2,5	347,6	– 22,1
Yukon	6,9	– 35,8	4,8	– 19,5	2,1	– 56,0
Territoires du Nord-Ouest	23,2	82,0	8,1	12,0	15,1	173,0

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Perspectives de production : les fabricants sont optimistes

Près d'un tiers des fabricants (32 %) ont marqué leur intention d'accroître leur production au cours des trois prochains mois, selon l'Enquête d'avril sur les perspectives du monde des affaires. Les fabricants du secteur du matériel de transport étaient les plus optimistes à cet égard. Le bilan des opinions concernant les perspectives de production a progressé de 9 points en avril, atteignant + 16. (Ce résultat est la différence entre les 16 % de fabricants qui ont déclaré que la production diminuerait au cours des trois prochains mois et les 32 % qui ont indiqué qu'elle augmenterait.)

Du côté des effectifs, environ 71 % des fabricants ont dit qu'ils varieraient peu au cours des trois prochains mois. Le bilan des opinions sur les perspectives d'emploi était pour ainsi dire le même en avril (– 1) par rapport à janvier. La proportion de fabricants qui ont déclaré qu'ils réduiraient leurs effectifs était de 15 %, comparativement à 14 % pour ceux qui ont indiqué qu'ils les augmenteraient. Dans les industries manufacturières, le nombre d'emplois a connu une vive augmentation (+ 96 000) au cours des trois premiers mois de 1999.

L'enquête d'avril indique aussi que les fabricants ne s'inquiétaient pas tellement du niveau actuel des stocks de produits finis, qui se chiffrait à 16,6 milliards de dollars en février. Environ 78 % des fabricants ont estimé que le niveau actuel de leurs stocks de produits finis était à peu près convenable, 18 %, qu'il était trop élevé et 4 %, qu'il était trop bas. Le bilan des opinions se situait à – 14 en avril, en baisse de 1 point par rapport à janvier.

Les fabricants ont aussi déclaré qu'ils étaient légèrement plus satisfaits des niveaux actuels des nouvelles commandes comparativement à janvier, en particulier ceux des secteurs du matériel de transport, de la première transformation des métaux et du bois. En avril, environ 89 % des fabricants ont déclaré que le niveau actuel des nouvelles commandes était à peu près le même ou plus élevé qu'au cours des trois mois précédents. Le bilan des opinions des fabricants à ce sujet a ainsi augmenté de 6 points de janvier à avril, pour s'établir à + 5.

En ce qui concerne le niveau actuel des commandes en carnet, la plupart des fabricants en étaient satisfaits puisque 79 % environ d'entre eux ont indiqué qu'il était à peu près normal. Cela représente toutefois une légère baisse par rapport au résultat de janvier. De plus, 14 % des fabricants ont déclaré que le niveau des commandes en carnet serait plus faible que la normale au cours des trois prochains mois, alors que 7 % ont dit qu'il allait être supérieur à la normale. Dans l'ensemble, le degré de satisfaction des fabricants sur ce point est demeuré négatif dans l'enquête d'avril (– 7).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est menée en janvier, en avril, en juillet et en octobre de chaque année. La plupart des réponses sont recueillies dans les deux premières semaines de ces mois. Les résultats sont basés sur les réponses obtenues auprès de quelque 5 000 fabricants et sont pondérés en fonction de la valeur des livraisons ou du nombre de salariés des fabricants. Par conséquent, les réponses des grands fabricants ont une incidence plus forte sur les résultats que celles des petits. Les données présentées ici sont désaisonnalisées, sauf celles portant sur les obstacles à la production.

(suite à la page 5)

... Perspectives de production : les fabricants sont optimistes

Par contre, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est demeurée une préoccupation pour 7 % des fabricants en avril, un résultat en hausse de 2 points de pourcentage par rapport à janvier. Cependant, comme dans l'enquête précédente, quelque 86 % des fabricants ont fait état d'une absence d'obstacles à la production.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2843 à 2845.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507 (courriel : robilcg@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Perspectives des fabricants et situation dans les industries manufacturières
Données désaisonnalisées

	Avril 1998	Juillet 1998	Octobre 1998	Janvier 1999	Avril 1999
	% de fabricants ayant déclaré				
Volume de la production au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	60	45	44	73	52
À la hausse	22	22	41	17	32
À la baisse	18	33	15	10	16
Emploi au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	70	70	73	73	71
À la hausse	19	17	14	14	14
À la baisse	11	13	13	13	15
Niveau actuel des stocks de produits finis					
Quasi normal	80	84	80	79	78
Trop bas	3	2	2	4	4
Trop élevé	17	14	18	17	18
Niveau des nouvelles commandes					
Semblable à celui des trois mois précédents	59	72	69	75	73
À la hausse	18	14	18	12	16
À la baisse	23	14	13	13	11
Niveau actuel des commandes en carnet					
Quasi normal	77	80	74	81	79
Supérieur à la normale	10	7	10	7	7
Inférieur à la normale	13	13	16	12	14

Deuxième baisse d'affilée des ventes des grands magasins

Pour un deuxième mois d'affilée, les ventes des grands magasins ont fléchi en mars, diminuant de 0,6 % pour totaliser 1 449,7 millions de dollars. Les baisses de février et de mars sont survenues après deux mois de fortes augmentations en décembre 1998 et en janvier 1999. Auparavant, les ventes des grands magasins étaient demeurées pratiquement inchangées depuis le printemps de 1998. (À moins d'indication contraire, les données sont désaisonnalisées.)

En mars, les ventes ont été de 0,7 % supérieures à celles enregistrées au cours du même mois de 1998. Il s'agit de la plus faible hausse annuelle en pourcentage observée depuis mars 1995. À titre de comparaison, les augmentations annuelles ont été supérieures à 9,0 % pendant la période de forte croissance qui a eu lieu de mars 1997 à avril 1998.

Presque toutes les provinces ont enregistré une progression des ventes des grands magasins en mars par rapport à la même période de 1998 (données non désaisonnalisées). La seule exception a été la baisse de 4,9 % enregistrée pour la région de la Colombie-Britannique, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. La Nouvelle-Écosse (+ 12,2 %) ainsi que Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard (+ 10,4 %) ont affiché des augmentations annuelles élevées.

Données stockées dans CANSIM : matrices 111 à 113.

Les données sur les comptes à recevoir des grands magasins sont aussi disponibles maintenant. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (courriel : gratpau@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

(suite à la page 6)

... Deuxième baisse d'affilée des ventes des grands magasins

Ventes des grands magasins incluant les concessions
Données non désaisonnalisées

	Mars 1999	Mars 1998 à mars 1999	Janvier à mars1999	Janvier-mars 1998 à janvier-mars 1999
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
Canada	**1 215,0**	**3,3**	**3 192,7**	**4,9**
Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard[1]	22,6	10,4	58,5	9,3
Nouvelle-Écosse	39,1	12,2	95,0	7,7
Nouveau-Brunswick	26,4	2,5	66,8	2,8
Québec	222,2	4,9	584,2	5,1
Ontario	515,4	3,4	1 361,5	6,0
Manitoba	51,9	5,3	133,8	5,3
Saskatchewan	40,0	3,7	107,1	7,1
Alberta	145,0	6,1	380,2	5,9
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest[1]	152,4	– 4,9	405,6	– 1,5

1. Pour des raisons de confidentialité, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard sont regroupées, alors que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont inclus dans la Colombie-Britannique.

Les diplômés de 1995 sont entrés sur le marché du travail à un bon moment

Les diplômés de 1995 ayant un niveau de scolarité élevé étaient moins susceptibles d'être en chômage en juin 1997, deux ans après l'obtention de leur diplôme. Comparativement aux trois dernières enquêtes nationales auprès des diplômés (celles de 1992, de 1988 et de 1984), le taux de chômage des diplômés des collèges et des universités est demeuré stable. En outre, il s'est révélé moins sujet aux variations que celui des diplômés des écoles de formation professionnelle et de métiers, qui fluctue davantage au gré des hauts et des bas de la situation du marché du travail. Parmi les étudiants des programmes des écoles de formation professionnelle et de métiers et des collèges, ceux de la santé, des sciences sociales et du génie ont enregistré les taux de chômage les moins élevés en 1997. Chez les diplômés universitaires, ceux qui ont suivi un programme d'études en éducation, en commerce, en génie et en santé ont obtenu les taux de chômage les plus bas.

Les 300 000 diplômés de 1995 des écoles de formation professionnelle et de métiers, des collèges et des universités sont arrivés sur le marché du travail à un moment favorable où l'économie était généralement en expansion. En juin 1997, deux ans après l'obtention de leur diplôme, 79 % des diplômés des écoles de formation professionnelle et de métiers, 85 % des diplômés des collèges et 83 % des diplômés des universités occupaient un emploi à temps plein ou à temps partiel. Ces pourcentages sont comparables à ceux des promotions de 1990, de 1986 et de 1982.

Les diplômés universitaires en commerce et en génie ont été les plus nombreux à trouver un emploi à temps plein. Deux ans après l'obtention de leur diplôme, 85 % des diplômés universitaires en commerce et 81 % des diplômés universitaires en génie travaillaient à temps plein. Pendant la même période, 5 % seulement des diplômés en commerce et 3 % des diplômés en génie travaillaient à temps partiel; il s'agit là des taux les plus bas de tous les diplômés universitaires de 1995.

> ***Note aux lecteurs***
>
> *Une nouvelle publication* ***La promotion de 1995 : Rapport de l'Enquête nationale de 1997 auprès des diplômés de 1995*** *brosse un tableau exhaustif de la situation sur le marché du travail des diplômés de 1995 des écoles de formation professionnelle et de métiers, des collèges et des universités, deux ans après l'obtention de leur diplôme. Dans le cadre de l'Enquête nationale de 1997 auprès des diplômés de 1995, menée en collaboration avec Développement des ressources humaines Canada, on a interviewé 43 000 diplômés au sujet de leurs études, de leur formation et de leurs expériences sur le marché du travail, et ce deux ans après l'obtention de leur diplôme.*

Environ 14 % des diplômés des collèges et des universités travaillaient à temps partiel deux ans après l'obtention de leur diplôme, une proportion plus élevée que celle des promotions de 1990, de 1986 et de 1982. Cependant, environ le quart seulement des diplômés universitaires de 1995 et le tiers uniquement des diplômés des collèges qui travaillaient à temps partiel deux ans plus tard y étaient contraints parce qu'ils ne pouvaient trouver de travail à temps plein.

Parmi les diplômés des collèges et des universités, les hommes affichaient des taux d'emploi à temps plein supérieurs à ceux des femmes. Il faut toutefois noter qu'environ 12 % des diplômées universitaires ne travaillaient pas à temps plein à cause d'obligations familiales ou parce qu'elles préféraient travailler moins d'heures.

Un peu plus de 50 % de tous les diplômés de 1995 qui travaillaient à temps plein deux ans après avoir obtenu leur diplôme ont

(suite à la page 7)

... Les diplômés de 1995 sont entrés sur le marché du travail à un bon moment

déclaré occuper un emploi étroitement lié à leur domaine d'études et 22 % ont dit occuper un emploi qui y était quelque peu lié.

Les diplômés universitaires continuent de gagner plus que les diplômés des collèges et des écoles de formation professionnelle et de métiers. Ainsi, les diplômés universitaires qui travaillaient à temps plein ont affiché des gains médians de 33 800 $ en dollars courants de 1997. Quant aux diplômés des collèges et à ceux des écoles de formation professionnelle et de métiers qui travaillaient à temps plein, ils ont gagné, respectivement, 25 700 $ et 23 400 $.

Le document ***La promotion de 1995 : Rapport de l'Enquête nationale de 1997 auprès des diplômés de 1995*** *est maintenant disponible. Pour vous procurer la publication, veuillez envoyer votre demande par télécopieur au Centre de renseignements de Développement des ressources humaines Canada au (819) 953-7260. Cette publication est également offerte sur Internet à l'adresse www.hrdc-drhc.gc.ca/arb. Pour plus de renseignements, communiquez avec Shelley Harrisau au (613) 951-1532, de Statistique Canada, ou avec Jean-Pierre Voyer, au (819) 994-1620, de Développement des ressources humaines Canada. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Sharon-Anne Gibbs au (613) 951-1503, Centre des statistiques sur l'éducation.*

An 2000 : les municipalités s'attendent à être prêtes

Dans les grandes municipalités (qui comptent plus de 25 000 habitants), tous les services de police, les services d'incendie et les services ambulanciers visés par l'enquête ont pris des mesures pour adapter leurs systèmes critiques au passage à l'an 2000. L'état de préparation des fournisseurs de services dans les grandes municipalités est particulièrement important puisque ces municipalités regroupent 62 % de la population canadienne. Les systèmes critiques essentiels à la fourniture des services de police devraient être prêts avant la fin d'octobre dans 92 % des municipalités de grande taille, ce qui est comparable aux résultats obtenus dans le cas des services ambulanciers et des services d'incendie (94 % respectivement).

Par ailleurs, les systèmes critiques essentiels aux services d'approvisionnement en eau seront prêts à la fin d'octobre dans environ 95 % des municipalités faisant partie de l'enquête.

Dans le même ordre d'idées, on prévoit que les services d'égouts qui dépendent de systèmes critiques seront prêts dans toutes les grandes municipalités, 98 % d'entre elles ayant indiqué que le tout sera terminé à la fin d'octobre. Pour une proportion substantielle de municipalités, notamment celles de petite taille, les systèmes informatiques ne sont pas jugés essentiels aux services d'égouts et d'approvisionnement en eau.

Dans les municipalités de petite et de moyenne taille, les systèmes critiques nécessaires à la fourniture des services de police, d'ambulance et d'incendie devraient aussi être prêts avant la fin de 1999. Dans les plus petites municipalités (de 1 000 à 5 000 habitants), environ 21 % des services d'incendie qui dépendent de systèmes critiques affirment ne pas avoir pris de mesures pour assurer le fonctionnement de ces systèmes lors du passage à l'an 2000. Les deux tiers de ces services d'incendie déclarent ne pas avoir cherché à régler le bogue de l'an 2000 parce qu'ils estiment qu'il ne s'agit pas là d'un problème ou parce qu'ils jugent que leurs systèmes ne seront pas touchés.

En ce qui concerne les entreprises, presque toutes celles de plus de 250 employés (99,5 %) affirment que leurs systèmes informatiques seront en mesure d'effectuer le passage à l'an 2000. Une proportion importante d'entre elles poursuivront leurs travaux de préparation tout au long de l'été. D'ici la fin d'avril, environ 18 % de l'ensemble des grandes entreprises devraient avoir pris les mesures nécessaires pour adapter tous les systèmes informatiques critiques au passage à l'an 2000. On prévoit que cette proportion atteindra 52 % d'ici juillet, 67 % d'ici la fin d'août et 92 % d'ici la fin d'octobre.

Note aux lecteurs

Le présent article examine les résultats provisoires de l'Enquête sur la préparation à l'an 2000 tenue en mars 1999. À l'instar des deux enquêtes antérieures menées en octobre 1997 et en mai 1998, cette nouvelle enquête s'appuie sur un échantillon de l'ensemble des entreprises comptant plus de cinq employés. Elle vise également un large éventail d'organisations du secteur public qui ne faisaient pas partie des deux enquêtes précédentes. Parmi les organisations ajoutées à l'échantillon, notons les services de soins de santé, les services de police, les services d'incendie, les services ambulanciers et les services publics. L'enquête a été menée par téléphone en février et en mars 1999.

L'enquête, qui visait 10 100 répondants, dont 1 600 grandes entreprises ayant plus de 250 employés, fournit une vaste gamme de renseignements touchant de multiples dimensions de la planification en vue de l'an 2000. Les résultats continuent de faire l'objet d'analyse et un rapport final sera disponible au cours du printemps.

Le degré de préparation des grandes entreprises est particulièrement important puisqu'elles génèrent environ 85 % des recettes brutes des entreprises et des organisations qui ont fait l'objet de l'enquête. Les grandes entreprises sont également plus susceptibles de compter sur des systèmes informatiques complexes et sur du matériel commandé par ordinateur.

Les échéanciers de la fin des travaux de préparation des systèmes critiques varient quelque peu selon le secteur d'activité. Plus de la moitié des grands hôpitaux (57 %) affirment ne pas s'attendre à terminer les travaux de préparation avant les quatre derniers mois de l'année, un nombre substantiel de ces établissements prévoyant terminer en septembre et en octobre. Par contre, environ 3 % seulement des grandes entreprises dans le domaine du transport aérien et 9 % des grandes compagnies d'électricité effectueront encore des travaux de préparation au cours des quatre derniers mois de l'année.

La mise à l'essai des systèmes, un processus fastidieux, semble être bien amorcée dans les grandes organisations : au moment de l'enquête, 14 % affirmaient avoir terminé toutes les mises à l'essai des systèmes critiques et 53 % déclaraient avoir terminé plus de

(suite à la page 8)

... An 2000 : les municipalités s'attendent à être prêtes

la moitié des travaux à ce chapitre. Quelque 85 % des grandes entreprises ayant entrepris la mise à l'essai ont indiqué que les essais n'avaient pas révélé plus de problèmes que ce qui avait été prévu.

Les grandes entreprises ont pris d'autres mesures pour réduire l'incidence des perturbations causées par le passage à l'an 2000. Environ 87 % d'entre elles ont demandé à leurs fournisseurs de produits et de services de les informer de leur état de préparation. En outre, environ 85 % des entreprises ont mis en œuvre un plan de mesures de contingence visant à maintenir les activités même en cas de défaillance des systèmes ou de perturbation éventuelle de l'approvisionnement ou des services. Ainsi, 57 % de ces entreprises sont en train d'élaborer des procédés de substitution qu'elles pourraient utiliser si les systèmes informatiques devaient arrêter de fonctionner, et 48 % ont identifié des fournisseurs de rechange dont les systèmes sont conformes à l'an 2000. À peu près 97 % des grandes entreprises prévoient se doter de mesures de contingence d'ici la fin de l'année.

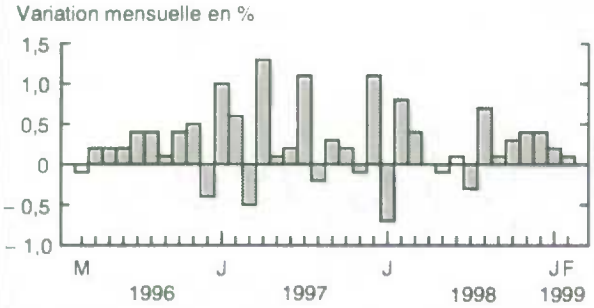
La plupart des petites et des moyennes entreprises se préparent au passage à l'an 2000. Environ 87 % des petites entreprises (de 6 à 50 employés) et pratiquement toutes les entreprises de taille moyenne (98 %) ont pris des mesures pour s'assurer que leurs systèmes critiques fonctionneront correctement à cette date. (Ces proportions ne tiennent pas compte des entreprises affirmant ne pas dépendre de systèmes critiques.) Environ la moitié des petites entreprises qui n'ont pris aucune mesure pour préparer leurs systèmes critiques estiment que le passage à l'an 2000 n'est pas un problème pour ces systèmes. Les autres entreprises de cette catégorie prévoient, dans bien des cas, adapter leurs systèmes plus tard ou s'attendent à ce que leurs fournisseurs de technologies de l'information règlent le problème.

L'analyse préliminaire des résultats de la plus récente enquête n'a révélé aucune variation majeure entre les diverses régions du pays dans la préparation au passage à l'an 2000. En octobre prochain, 95 % des grandes entreprises des provinces atlantiques et de l'Ontario prévoient être prêtes. Cette proportion est légèrement plus faible au Québec (88 %), dans la région des Prairies, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut (90 %) ainsi que dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon (92 %).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Christian Wolfe au (613) 951-0708 (courriel : wolfchr@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

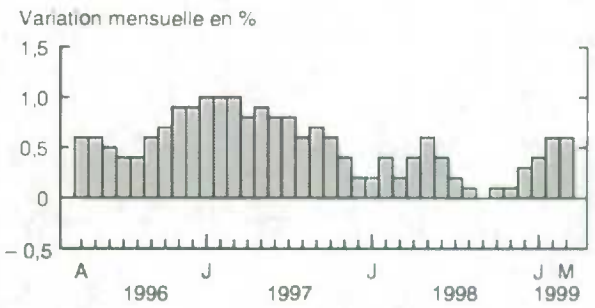
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



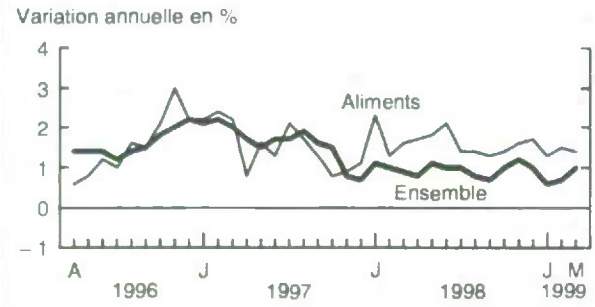
L'activité économique a légèrement progressé de 0,1 % en février, enregistrant une septième hausse mensuelle consécutive.

Indice composite



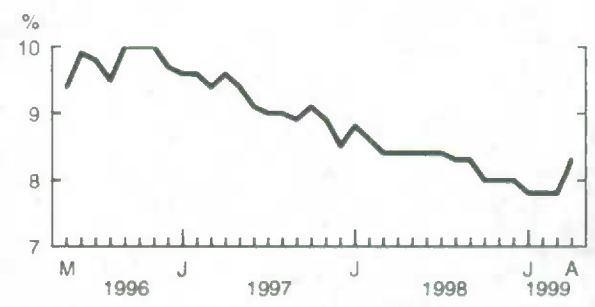
L'indicateur avancé a continué de se raffermir en progressant de 0,6 % en mars, soit la même croissance, révisée à la hausse, obtenue en février.

Indice des prix à la consommation



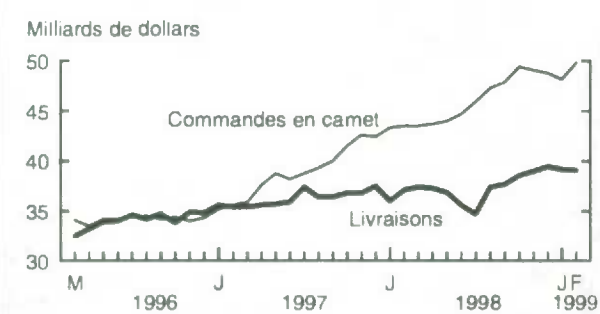
Les consommateurs ont versé 1,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en mars 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,4 %.

Taux de chômage



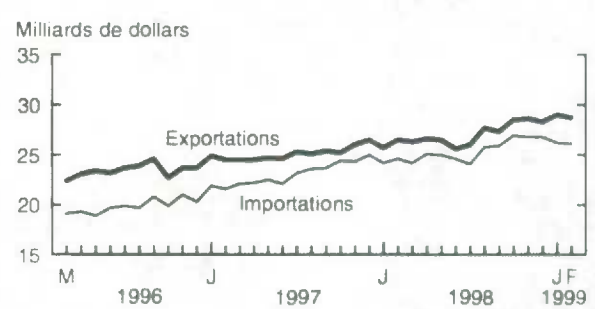
En avril, une forte hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi a fait monter le taux de chômage à 8,3 %.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 0,4 % en février, pour s'établir à 39,1 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet s'est accrue de 3,2 %, pour se fixer à 49,8 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En février, les exportations de marchandises ont fléchi de 0,9 % par rapport à janvier, pour se fixer à 28,7 milliards de dollars. Les importations ont légèrement diminué de 0,5 %, pour se chiffrer à 26,1 milliards de dollars.

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.*

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	février	730,6	0,1 %	2,4 %
Indice composite (1981 = 100)	mars	212,1	0,6 %	4,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4e trim. de 1998	28,7	15,1 %	– 1,0 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4e trim. de 1998	82,5	0,7 †	– 0,9 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	février	21,0	– 0,4 %	3,8 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	février	117,1	– 4,1 %	6,4 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	février	28,7	0,0 %	3,3 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	avril*	14,65	0,1 %	2,6 %
Taux de chômage (%)	avril*	8,3	0,5 †	– 0,1 †
Taux d'activité (%)	avril*	66,0	0,4 †	0,9 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	janvier	39,3	– 0,2 %	2,6 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	février	607,97	0,2 %	0,1 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	avril	150	5,6 %	1,4 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février	28,7	– 0,9 %	8,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février	26,1	– 0,5 %	6,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février	2,6	– 0,1	0,8
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	février	39,1	– 0,4 %	5,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	février	40,6	5,0 %	9,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	février	49,8	3,2 %	14,5 %
Ratio des stocks aux livraisons	février	1,27	0,01	– 0,03
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mars	110,7	0,4 %	1,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	mars	119,7	0,8 %	1,4 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	mars	107,0	5,5 %	– 2,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mars*	100,5	0,2 %	0,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.
** Nouveau cette semaine.*
† Points de pourcentage.

Infomat
Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada. Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088; prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

Publications parues du 6 au 12 mai 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement Canada ($ CAN)	 À l'extérieur du Canada ($ US)
AGRICULTURE				
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks de céréales, vol. 78, nº 3	31 mars 1999	22-002-XPB	15 / 88	15 / 88
Statistiques du bétail : mises à jour	mai 1999	23-603-UPF	45 / 149	45 / 149
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise	février 1999			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information population active	semaine se terminant le 17 avril	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	mars 1999	44-001-XIB	5 / 47	--
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	mars 1999	41-006-XIB	5 / 47	--
Huiles et corps gras	mars 1999	32-006-XIB	5 / 47	--
Papier-toiture asphalté	mars 1999	45-001-XIB	5 / 47	--
Production et disposition des produits du tabac	mars 1999	32-022-XIB	5 / 47	--
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	mars 1999	41-011-XIB	5 / 47	--
Produits pétroliers raffinés	janvier 1999	45-004-XPB	21 / 206	21 / 206
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	mars 1999	46-002-XIB	5 / 47	--
Transport du pétrole par pipelines	février 1999	55-001-XPB	12 / 114	12 / 114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	mars 1999	64-001-XIB	19 / 186	--
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Commerce de détail	février 1999			
Internet		63-005-XIB	16 / 155	--
Papier		63-005-XPB	21 / 206	21 / 206
Ventes de véhicules automobiles neufs	février 1999	63-007-XIB	13 / 124	--

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens seulement.

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA
1010283783